RECOMMANDATION/SOMMAIRE EXÉCUTIF

SUITE DE LA RUBRIQUE INTITULÉE :

« Démarche, solution proposée et conclusion »

Considérant les obligations auxquelles est assujéti un transporteur de personnes, une déclaration pour le refus de transporter ou de tolérer la présence d'un ATPM, laquelle demeure en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur du Règlement R-036-5 s'impose. Cette instruction, sous forme de déclaration, est un moyen de maintenir la sûreté des immeubles et du matériel roulant.

Les motifs sérieux pour déclarer le refus de transporter ou de tolérer la présence d'un ATPM dans les lieux exploités par la STM en raison du caractère dangereux de la batterie composant cet objet sont :

- La popularité exponentielle des ATPM;
- La croissance du nombre d'événements de combustion causés par une batterie d'un ATPM, notamment en Angleterre, aux États-Unis et au Canada;
- L'absence de normes régissant la fabrication d'une batterie composant un ATPM,
- L'absence de ressources matérielles efficaces pour contrôler ou contenir la batterie d'un ATPM en situation de combustion;
- Les obligations prévues au chapitre sixième- Du transport du *Code civil du Québec*.

Aux fins de l'application de cette instruction, un ATPM est défini comme suit :

« Tout véhicule muni au moins d'une roue, lequel est équipé d'un moteur électrique alimenté par une batterie et exempt d'habitacle fermé par une matière rigide, molle ou transparente, y incluant une trottinette électrique, un véhicule gyroscopique ou autre petit appareil électrique conçu pour le déplacement d'une personne dont notamment les appareils semblables à des trottinettes électriques avec siège ou à trois roues.

Au sens du présent règlement, une bicyclette à assistance électrique munie de 2 ou 3 roues équipée d'un moteur électrique est assimilée à un appareil de transport personnel motorisé.

Un appareil de transport personnel motorisé ne comprend pas une aide à la mobilité motorisée conçue pour pallier une incapacité à la marche tel que défini à l'article 1 de *l'Arrêté relatif aux aides à la mobilité motorisées* (RLRQ. c. C- 24.2, r 1.01); ».